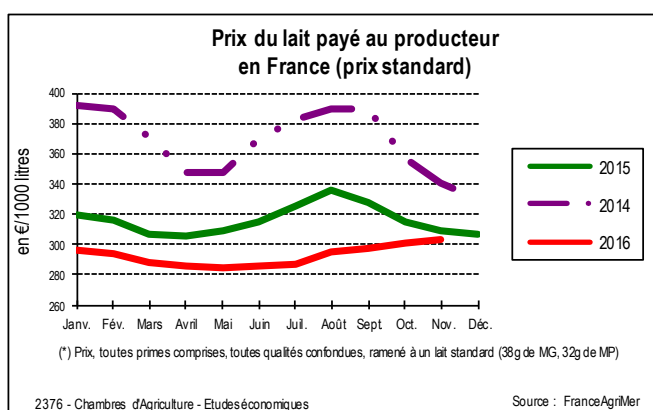


Début 2017 laisse entrevoir un filet de lumière au regard des deux années de crise qu'a traversé le secteur laitier. Les premiers effets du plan de réduction de la collecte laitière commencent à impacter la production européenne et à réduire les volumes collectés. Certains produits comme le beurre ont retrouvé de l'allant et la demande n'est pas toujours satisfaite, faisant ainsi remonter les cours. Mais cela ne se traduit pas nécessairement sur les prix payés aux producteurs, dont le niveau de rémunération est bien trop insuffisant pour renflouer des trésoreries siphonnées par la crise.

## France — Lait

### Prix du lait : redressement engagé

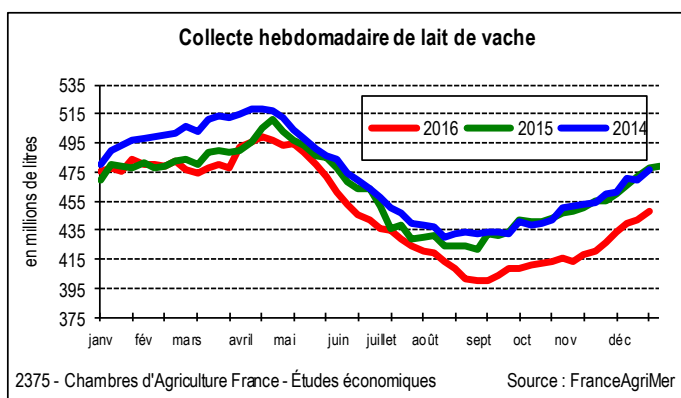


Face à une hausse rapide des prix des produits laitiers sur les marchés, le prix du lait payé aux producteurs n'évolue encore que très lentement. Le prix moyen du lait en 2016 se situe à 7,4 % en dessous de celui de 2015 et à 20 % en dessous de la moyenne de 2014.

Le prix du lait allemand est remonté fortement en fin d'année pour retrouver le niveau du prix français. Le prix standard de lait de vache, toutes primes et toutes qualités confondues était payé 303 € / 1000 litres en novembre 2016. Une remontée significative des prix payés aux producteurs est attendue et espérée dans les prochaines semaines.

Contact : Bruno BOSCHIERO (CA Meuse)

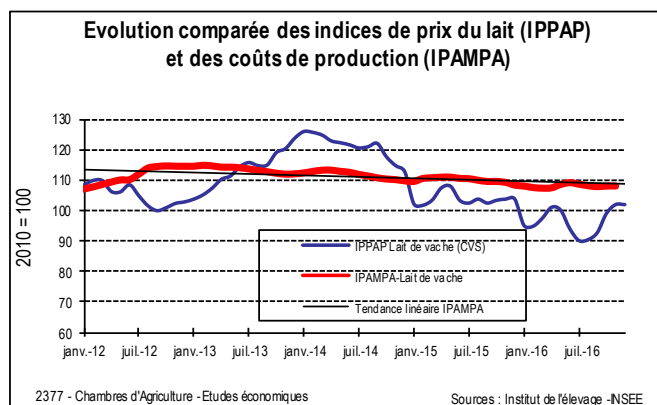
### Le recul de la collecte se poursuit



Fin 2016, le recul de la collecte française de lait de vache est de 2,6 % par rapport à l'année passée. La baisse de la collecte a été particulièrement forte au second semestre (-4,7 %) ; la baisse se poursuit en janvier. Malgré le plan de réduction volontaire de la production, le recul du cheptel est modéré. C'est le décrochage du rendement par vache, en lien avec la faiblesse des stocks fourragers et la situation économique des exploitations, qui explique la baisse de la collecte. Le cheptel est stable dans le Grand-Est et en Normandie, il progresse légèrement dans le Grand-Ouest mais recule dans tous les autres bassins avec une baisse particulièrement forte dans le Sud-Ouest (-4,1 %), Charente-Poitou (-2,5 %), Auvergne-Limousin et Nord Picardie (-2,1 %).

Contact : Bruno BOSCHIERO (CA Meuse)

### Une baisse de 2 % de l'indice IPAMPA en 2016



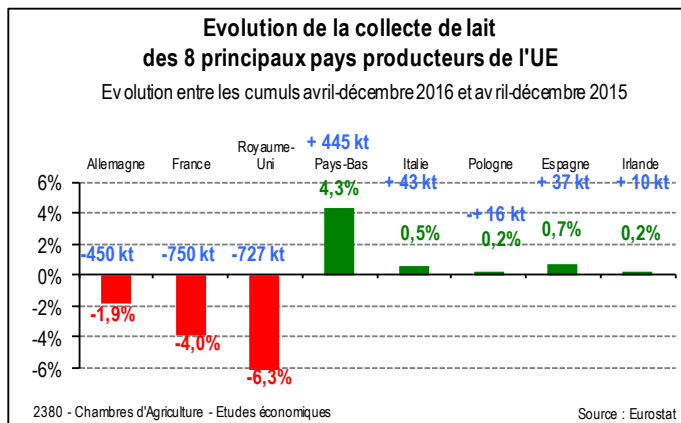
En 2016, l'IPAMPA Lait de vache est en baisse de 2 % par rapport à 2015 alors que le prix du lait est en baisse de 7 % sur la même période. Les baisses les plus sensibles concernent les engrais et amendements (-12 %), l'énergie et les lubrifiants (-6 %) et les aliments achetés (-4 %). Les produits et services vétérinaires sont en hausse de 3 % et les frais généraux de 2 %. Cette baisse ne compense pas celle du prix du lait : l'IPPAP est en recul de 7 % sur 1 an et de 20 % depuis 2014.

## EUROPE – Lait & Produits laitiers

### Coup de frein sur la collecte

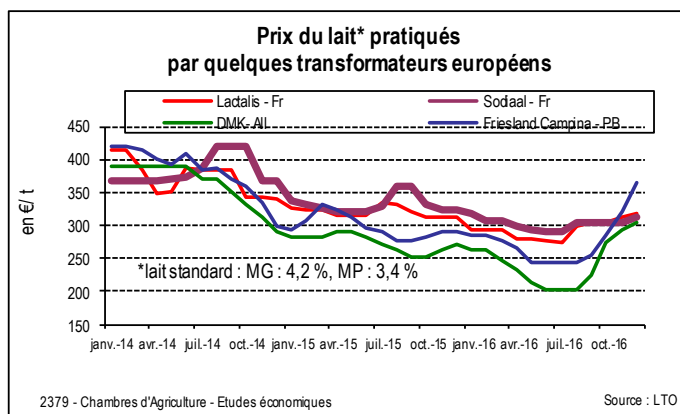
Au 4ème trimestre 2016, la collecte européenne recule nettement (-3,4 %) par rapport à son niveau d'il y a un an. La baisse s'avère marquée en Allemagne, en France et au Royaume-Uni, les trois premiers pays producteurs. 52 000 éleveurs ont émargé au plan européen de réduction de la production, qui n'a sans doute fait qu'amplifier le repli de collecte initié l'été juin dernier. En cumul sur 2016, la production européenne croît modestement (+0,5 %).

Les Pays-Bas, l'Irlande et la Pologne sont les principaux contributeurs à cette progression. Pour 2017, la croissance de la collecte européenne devrait se poursuivre (+0,5 %), portée notamment par le Royaume-Uni (+4 %) et l'Irlande (+3 %). A l'inverse, le dynamisme néerlandais se heurtera à la proche mise en application de la directive phosphore : la production pourrait diminuer de 5 % en 2017.



Contact : Maud MARGUET (CA Bretagne)

### Enfin une remontée des prix aux producteurs



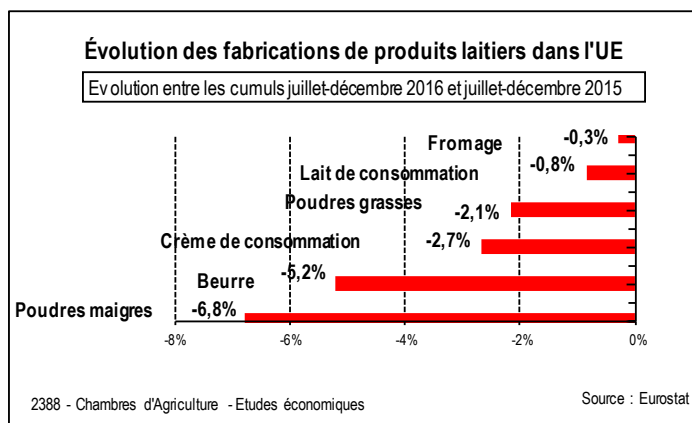
En baisse de 11 % au 3ème trimestre 2016 par rapport à un an plus tôt, le prix moyen européen pondéré par la production atteint 316 €/t au 4ème trimestre, renouant enfin avec la hausse (+3 %). Il atteint même des niveaux élevés en décembre dans certains pays tels que l'Irlande (351 €), la Belgique (360 €) ou encore les Pays-Bas (375 €). La France paraît moins avantagée, avec pour la même période un prix moyen de 322 €. Cependant, sur l'ensemble de l'année, le prix moyen s'y est mieux maintenu que celui des pays voisins. Moins réactif à la baisse et plus lissé, le prix français répercute également moins vite et moins fort les hausses. L'amélioration des prix payés aux producteurs se poursuit en janvier 2017. Pour 2017, les experts sont optimistes et tablent sur la poursuite de cette amélioration des prix.

Contact : Maud MARGUET (CA Bretagne)

### Trop de poudre de lait écrémé

Au 2ème semestre 2016, sous l'effet repli de la collecte européenne, l'ensemble des fabrications européennes recule. Stimulées par un rafermissement de la demande à l'exportation, les fabrications de fromages et de laits de consommation sont davantage privilégiées par les opérateurs industriels. Ils délaissent en revanche le beurre et la poudre. Certes, la demande en beurre est vigoureuse, se traduisant par une remontée des prix et l'écoulement des stocks. A l'opposée pour son coproduit, la poudre de lait écrémé, la demande à l'exportation se contracte fortement (-17 % sur les onze premiers mois de 2016). Les stocks européens explosent : ils équivalent à 90 voire 100 jours de fabrication. La Commission européenne refuse de vendre à prix trop faible les volumes stockés à l'intervention, qui peu à peu se dénaturent et risquent de devoir trouver un débouché vers l'alimentation animale.

Contact : Maud MARGUET (CA Ille-et-Vilaine)



## MONDE — Lait & Produits laitiers

### La production de lait mondiale dans une dichotomie nord / sud

L'évolution de la collecte mondiale en 2016 est clairement contrastée entre les pays de l'hémisphère nord et de l'hémisphère sud. La production de lait en Union européenne et aux Etats-Unis a progressé, respectivement grâce à la suppression des quotas laitiers et à une demande sur le marché intérieur particulièrement dynamique. Ces deux bassins de production ont produit, au total, 3,5 millions de tonnes de lait supplémentaires en un an. En revanche pour les pays de l'hémisphère sud, la collecte est à la baisse, en particulier pour l'Argentine et l'Australie avec des baisses respectives de 10 % et 6 %. Pour ces pays un même facteur baissier apparaît : les aléas climatiques récurrents. L'impact d'El Nino a été très visible dans les deux pays cités précédemment, avec des pluies diluviennes sur la première partie de l'année qui ont provoqué des pertes de cheptel, ainsi que des dommages sur les exploitations. Des facteurs économiques sont aussi venus mettre à mal les exploitations, la forte inflation en Argentine ayant notamment relevé les coûts de production pour les éleveurs. La Nouvelle-Zélande a aussi connu des difficultés, entre mauvaise pousse de l'herbe et difficultés de trésorerie pour ses éleveurs.

Tableau 1 : Production de lait de vache dans les principaux pays exportateurs mondiaux en millions de tonnes

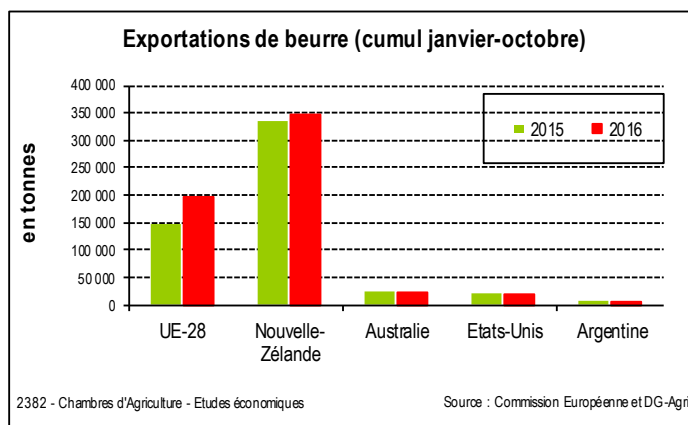
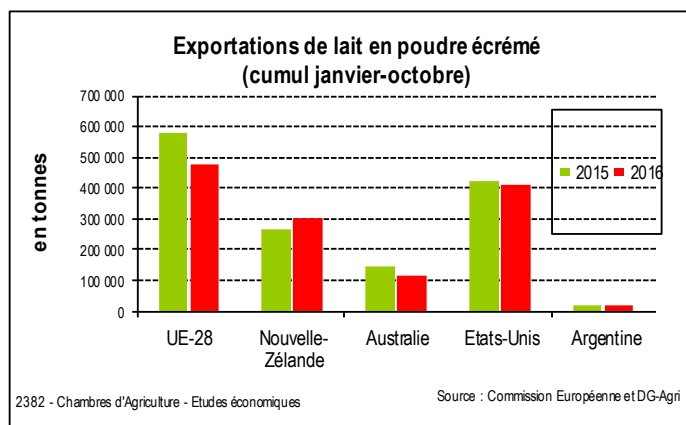
Pays	2015	2016 (prov.)	2017 (prév.)	Evolution 2015/2016 (%)	Evolution 2016/2017 (%)
UE-28	150,2	152	152,6	1%	0,4%
Etats-Unis	94,6	96,3	98,3	2%	2%
Nouvelle-Zélande	21,6	21,4	21,6	-1%	1%
Argentine	11,6	10,4	10,6	-10%	2%
Australie	9,8	9,2	9,5	-6%	3%

Source : USDA

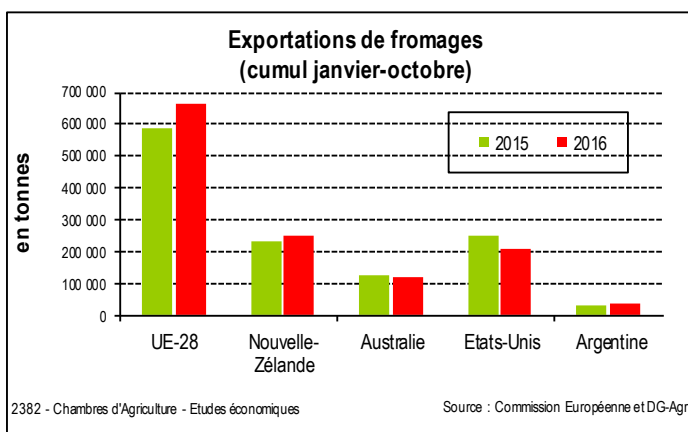
Au final, la production mondiale de lait en 2016 est en légère diminution de 0,2 % par rapport à 2015, contrairement à la baisse de 2 % qui avait été prédite par l'USDA l'année dernière.

Contact : Quentin MATHIEU (APCA)

### Des évolutions marquées dans les échanges de produits laitiers



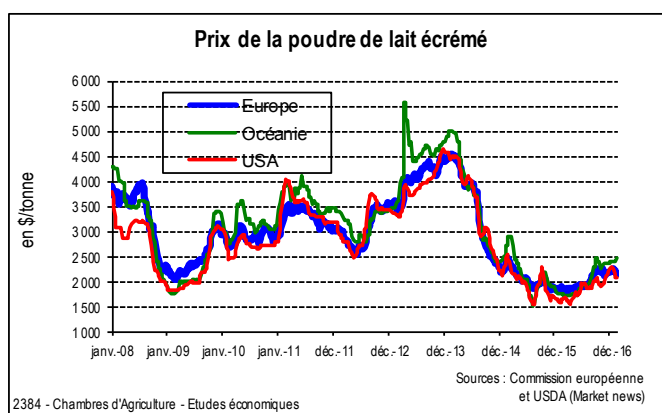
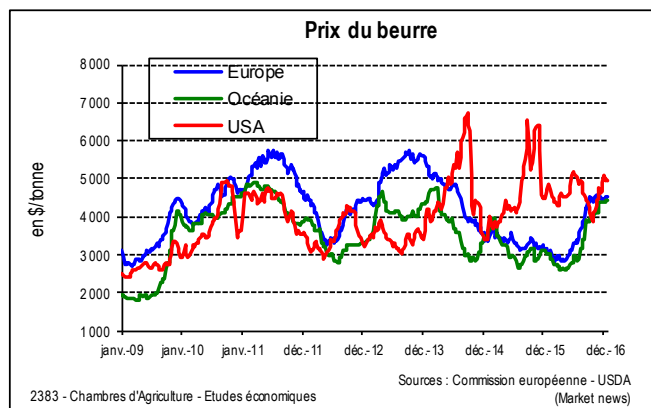
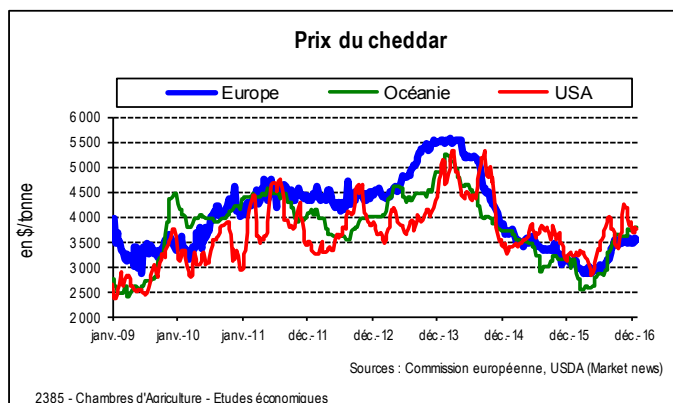
L'Union européenne s'affirme de plus en plus en 2016 dans les échanges mondiaux de produits laitiers, principalement sur les secteurs du beurre et des fromages. La zone euro profite de l'appétit mondial pour les matières grasses, ainsi que d'une parité monétaire favorable, en ayant accru ses exportations de 13 % sur les fromages et de 32 % sur le beurre, renforçant au passage son statut de premier exportateur mondial de fromages avec plus de 666 millions de tonnes expédiées en 2016. De son côté, la Nouvelle-Zélande confirme son statut de puissance laitière exportatrice sur les différents produits laitiers, détrônant au passage les Etats-Unis comme deuxième exportateur mondial de fromages avec une progression de 9 % de ses expéditions. Toutefois, la dynamique du commercial mondial de produits laitiers est relativement perturbée par les pays importateurs traditionnels. La Russie a décidé de prolonger son embargo commercial, privant encore pour un moment l'un des débouchés privilégiés de l'Union européenne pour les fromages. Les pays pétroliers ont aussi significativement réduit leurs achats de poudres de lait, comme l'Algérie par exemple avec une réduction de l'ordre de 25 % sur la poudre de lait écrémé et de 8 % sur la poudre grasse. La contraction du pouvoir



d'achat de ces pays avec les prix bas des hydrocarbures sur l'année en est la principale raison. Sans oublier la Chine, dont les échanges mondiaux de poudre sont très dépendants d'une économie qui a connu des turbulences inhabituelles en 2016.

Contact : Quentin MATHIEU (APCA)

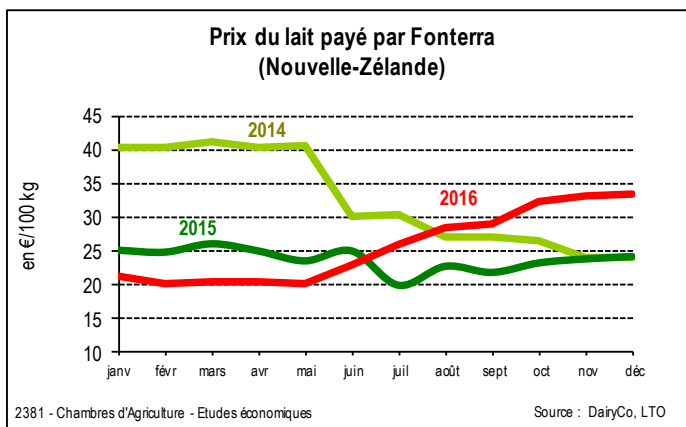
## Prix des produits laitiers : un retournement des prix encore inégal



Le retour à la hausse du prix du beurre est la tendance la plus marquante. Le regain d'intérêt pour la consommation de matières grasses dans les produits laitiers aux Etats-Unis a contribué à tirer les prix mondiaux à la hausse. D'autre part, les premiers effets du plan de réduction de la collecte laitière dans l'Union européenne ont eu comme conséquence de rendre les approvisionnements pour les industriels moins réguliers, d'où des disponibilités tendues. Reste que le relèvement des prix pour le cheddar et la poudre de lait est largement insuffisant pour rattraper les deux années de prix bas, et que les stocks sont encore trop abondants pour lever les inquiétudes des opérateurs.

Contact : Quentin MATHIEU (APCA)

## Prix du lait dans le monde : une embellie en seconde partie de l'année



Depuis l'été, le prix du lait payé par Fonterra est enfin reparti à la hausse après deux années de prix extrêmement bas. Le niveau des prix s'est relevé jusqu'à 332 €/tonne en décembre 2016, soit un différentiel de près de 10 €/tonne par rapport au prix payé les deux années précédentes. Le retour aux achats de la Chine a en grande partie stimulé cette hausse qui, associée à la baisse de la collecte néo-zélandaise, a permis de soutenir durablement les prix négociés aux enchères de Fonterra. Ainsi, l'indice de la plateforme Global Dairy Trade affichait un pic mi-décembre 2016 à 1082 points. Toutefois, cette hausse semble se tasser depuis le mois de novembre, et la cotation peine à dépasser le plafond de 335 €/tonne.

Contact : Quentin MATHIEU (APCA)

## FRANCE — Produits laitiers

### Baisse des fabrications en 2016

La baisse de la collecte laitière française de 2,6 % en 2016 se traduit par une baisse généralisée des fabrications sur les 11 premiers mois de l'année.

Seules les fabrications de crème affichent une croissance des volumes produits (+ 3,9 %).

En novembre 2016, les fabrications de beurre, de poudre de lait et de fromages sont en très net recul par rapport à novembre 2015.

Contact : Bruno BOSCHIERO (CA Meuse)

Tableau 2 : Fabrications françaises de produits laitiers à partir de lait de vache

	nov-16			Cumul année 11 mois	
	Quantités (1000 tonnes)	Evolution M / M-1 (%)	Évolution / mois N / N - 1 (%)	Quantités (1000 tonnes)	Évolution annuelle (%)
Lait conditionné	272 038	5,10%	-3,90%	3 037 962	-0,70%
Beurre	29 944	2,90%	-13,10%	389 312	-0,90%
Poudres de Lait	39 446	-5,20%	-15,00%	514 658	-3,40%
Fromages et spécialités fromagères	143 639	1,20%	-6,40%	1 588 836	-2,90%
Crème	39 336	7,30%	-1,90%	402 615	3,90%

Source : FranceAgriMer - Enquête mensuelle laitière / SSP



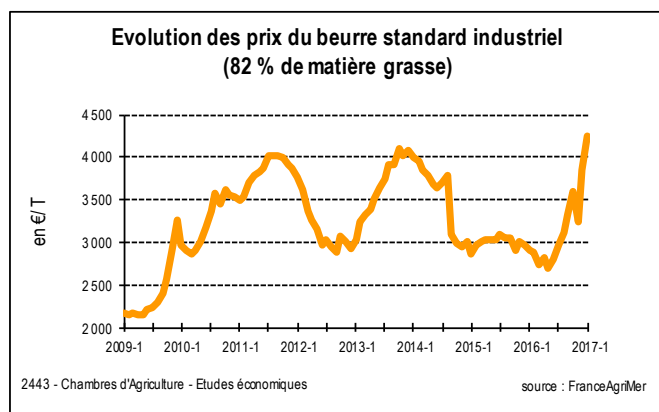
## FOCUS : Pourquoi des tensions actuelles sur l'approvisionnement en beurre ?

### Pénurie de beurre selon différents acteurs industriels

Ces derniers jours, la presse se fait l'écho de difficultés d'approvisionnement en beurre, notamment de la part des industriels de la biscuiterie et de la viennoiserie. Ils avertissent qu'ils seront obligés d'augmenter les prix de vente leurs produits.

### Flambée des prix du beurre

Les **prix du beurre** sur le marché français atteignent des niveaux jamais égalés, à plus de **4 500 €/tonne** à la mi-janvier 2017, soit une multiplication par 1,5 en un an. Les prix de la poudre de lait écrémé s'orientent aussi à la hausse depuis la mi-2016, mais restent à des niveaux encore faibles. Ainsi, à 1 817 €/tonne en moyenne en 2016, la cotation FranceAgriMer-Atla de la poudre maigre s'avère inférieure à son niveau moyen des quatre années précédentes : 2 475 €/tonne.



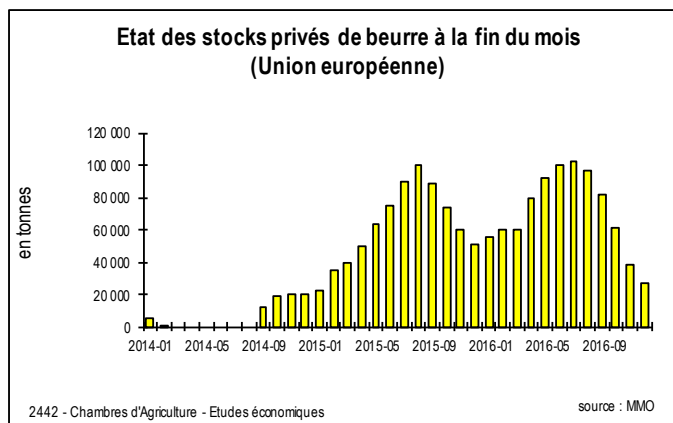
D'après les experts européens, **les prix du beurre pourraient diminuer dans les semaines à venir**. Les acheteurs font preuve d'attentisme. Ils anticipent un rééquilibrage du marché avec l'habituel **rebond printanier de la production laitière**. Cependant, les experts tablent sur un nouveau raffermissement des prix au 2ème semestre 2017.

### Pourquoi les prix du lait ne flambent-ils pas ?

- L'amélioration des prix des produits laitiers tarde à se ressentir dans les prix du lait payés au producteur, principalement en France. Le système français de calcul du prix du lait répercute avec retard et de façon atténuée l'évolution des prix des produits laitiers « industriels ». De plus, d'autres indicateurs contribuent à la détermination du prix du lait, tels que l'écart de prix avec l'Allemagne. Le prix peut aussi être ajusté par les différents industriels laitiers en fonction des prix pratiqués par leurs concurrents proches. Le résultat des négociations avec les éleveurs laitiers ou de médiations avec le secteur de la distribution menées sous l'égide des pouvoirs publics peut aussi influencer sur le prix.
- Pour mémoire en 2016, compte tenu de ce mode de calcul, **le prix moyen payé aux éleveurs français, toutes qualités et primes prises en compte, atteint 301 € la tonne**, contre **284 € en moyenne européenne**, ou encore 273 € pour l'Allemagne et 284 € pour les Pays-Bas.
- L'incertitude sur **l'issue des négociations tarifaires** entre les industriels laitiers et la distribution pèse aussi à la baisse sur les prix du lait payés au producteur.

### Quelques facteurs d'explication à la flambée actuelle des prix du beurre :

- La **production laitière** recule dans la plupart des grands bassins exportateurs mondiaux (Europe, Océanie, Amérique du sud). En Europe, la collecte est en chute de 2 % en cumul de juin à novembre 2016 (par rapport à la même période de 2015), en France le repli atteint près de 5 %. Sur la même période, les **fabrications européennes de beurre sont en recul** de 3 %, en France de 6 %. Différentes qualités de beurre existent (beurre dédié à la consommation directe des ménages, beurre valorisé dans l'industrie) et des tensions peuvent se ressentir pour l'approvisionnement en certains types de beurre.
- En Europe, les **stocks privés de beurre** sont encore relativement importants mais **en résorption rapide** (102 000 tonnes fin juillet à 27 000 tonnes fin décembre 2016, contre 51 000 tonnes fin décembre 2015). Ils ne peuvent plus jouer à la baisse sur le prix du lait.



- La demande internationale en beurre est dynamique. L'Europe en profite, compte tenu également du repli de l'euro vis-à-vis du dollar en 2016. Entre janvier et novembre 2016, ses exportations de beurre bondissent de 27 % par rapport à la même période de 2015.
- La même situation ne s'observe pas pour la poudre de lait écrémé, les importants stocks européens pèsent sur la remontée de ses prix. Début 2017, l'euro se raffermi légèrement. Cette évolution dégrade la compétitivité des prix des produits laitiers européens, principalement de la poudre de lait écrémé qui devient plus chère que la poudre américaine. Le beurre reste quant à lui compétitif en comparaison à l'origine américaine.

### Des causes structurelles au « manque » de beurre

- La France souffre d'un **déficit chronique** de matières grasses laitières. En moyenne sur cinq ans, les importations françaises de beurre ont représenté plus du double des exportations. Mais la France fait figure d'exception au sein de l'Union européenne, encore excédentaire en matières grasses.

Ainsi :

- Les **quotas laitiers européens ont découragé l'augmentation des taux de matière grasse du lait** (application du « correctif matière grasse »). Pour un lait dont le taux de matière grasse dépassait le taux de référence, les éleveurs français étaient contraints de réduire leur volume de production de lait.
- Les **modalités de paiement du lait** (rémunération du taux de matière grasse du lait au-delà du taux standard de 38 g/litre à 2,6 €/kg contre 6,6 €/kg pour les protéines au-delà de 32 g/litre en Bretagne) poussent davantage à une hausse du taux protéique que du taux de matière grasse, même si dans les faits l'évolution de chacun de ces taux reste difficile à maîtriser (dépendante de la race, du stade de lactation, du régime alimentaire...).
- Toutes ces mesures ont visé à **mieux adapter les caractéristiques du lait aux besoins du marché européen**, longtemps excédentaire en matières grasses.
- Ces mesures ont influé sur les **choix de conduite et de sélection génétique** des vaches au sein des élevages. Au niveau industriel, il s'agissait aussi de **réduire la part des fabrications de beurre-poudre** et d'essayer de ne faire du beurre qu'un coproduit des PGC.
- Ces mesures se sont révélées efficaces. En plusieurs décennies, la **teneur en matière grasse du lait a été nettement abaissée, en France comme en Europe. L'Union européenne a besoin d'exporter des volumes de beurre** moins importants qu'il y a dix ans pour équilibrer le marché.

En Europe, le beurre (et butteroil) est utilisé pour 1/3 par l'industrie (principalement les secteurs pâtisserie-viennoiserie, fromages fondus, chocolaterie, biscuiterie...), tandis que 2/3 vont à la consommation directe des ménages.

- Les matières grasses d'origine animale ont longtemps eu mauvaise presse, si bien qu'elles ont été remplacées par des **matières grasses végétales**, moins coûteuses, dans de nombreux produits alimentaires.
- La **perception des matières grasses laitières** évolue cependant positivement depuis quelques années.
- La **demande** se réoriente vers les matières grasses laitières au détriment des matières grasses végétales, de plus en plus contestées. En France, la **consommation tend à se raffermir** selon FranceAgriMer, portée par les messages sanitaires rassurants et par la recherche de plaisir, de naturalité et de goût dans l'alimentation. Cela conduit à amplifier le déficit structurel français en beurre<sup>1</sup>.
- En parallèle, la **demande internationale** se développe. L'Europe a longtemps peiné à exporter son beurre, compte tenu notamment de son manque de compétitivité en termes de prix. La Russie était au début des années 1990 son principal débouché pays tiers, suivie par l'Arabie saoudite. C'est désormais moins vrai, **en valeur les exportations européennes ont connu une nette croissance** depuis quelques années, notamment vers l'Asie (en particulier la Chine) et le Moyen-Orient.

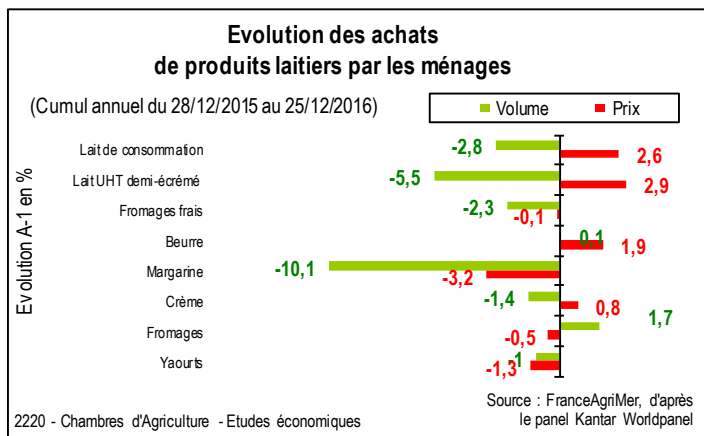
## Un contexte de négociations tarifaires avec la distribution

- Les annonces de pénurie interviennent dans un contexte de **négociations tarifaires avec la distribution** qui doivent s'achever fin février.
- Récemment, Sodial comme Laïta évoquaient des difficultés à fournir les volumes demandés. Laïta aurait perdu 2 % de ses ventes annuelles, avec des ruptures partielles de produits en magasin sur les deux derniers mois de 2016.
- Pourtant, la FNCL réfute l'idée qu'il y aurait une pénurie de beurre mais évoque de **simples « tensions »**. C'est un produit qui peut être congelé et stocké : il est normalement possible pour les utilisateurs d'anticiper leur approvisionnement.
- Les communications autour d'une pénurie de beurre visent-elles à **faciliter l'obtention de hausses de prix** pour les biscuitiers, mais aussi pour les industriels laitiers ?
- Ces tensions inciteront peut-être les acteurs industriels à conclure davantage **d'accords d'approvisionnement** en beurre. A plus long terme, la création d'un marché à terme européen du beurre pourrait-elle s'envisager ?

**Contact :** Maud MARGUET (CA Bretagne)

<sup>1</sup> C'est moins vrai en 2015, où les exportations se sont développées et les importations ont reculé. La consommation française de beurre a par ailleurs été moins dynamique en 2015. Les bilans totaux ne sont pas encore disponibles pour 2016. Les achats en magasin seraient stables d'après Kantar Worldpanel (+0,1 %).

## La consommation des produits laitiers par les ménages français continue de diminuer

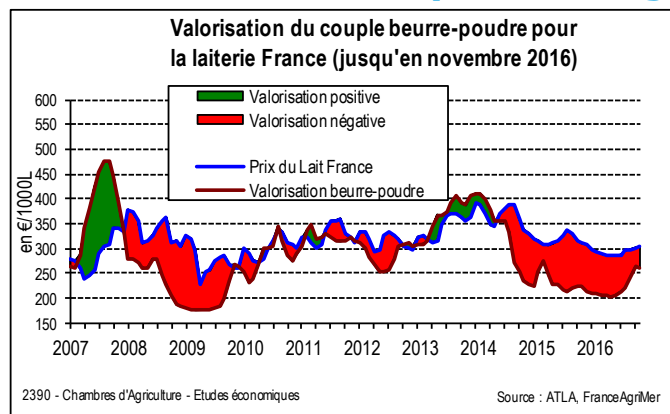


Les achats des ménages (mesurés par Kantar Worldpanel) ont baissé pour la majeure partie des produits laitiers en 2016. Cette diminution est constatée sur la margarine (-10,1 %), le lait de consommation (-2,8 %), les fromages frais (-2,3 %), la crème (-1,4 %) et les yaourts (-1 %). Seuls les fromages évoluent positivement, en particulier grâce à la mozzarella (9,1 %). La plus forte hausse de prix dans tous les produits laitiers a été décelée pour le lait de consommation (+ 2,6 %), suivi par le beurre (1,9 %) et la crème (+ 0,8 %).

La consommation de produits laitiers d'origine biologique est suffisamment dynamique pour maintenir un prix rémunérateur pour les producteurs. En effet, le prix réel du lait bio, en moyenne sur 11 mois, a atteint 429,50 €/1000 litres (+ 4 % par rapport à 2015) alors que le prix réel du lait conventionnel est de 308 €/1000 litres (-7,3 % par rapport à 2015).

Contact : Chantal ROVELLI (APCA)

## Valorisation beurre-poudre négative



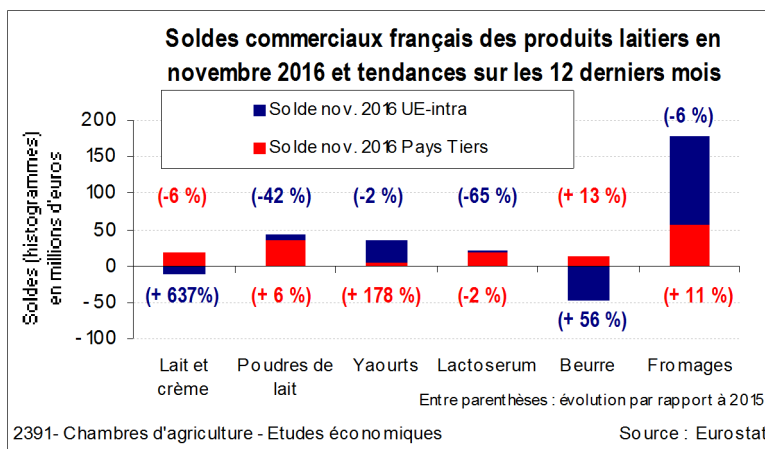
Dans le sillage de la remontée du prix des produits laitiers, la valorisation beurre-poudre se rapproche du prix du lait\*, mais reste inférieure à ce dernier. Le niveau de valorisation s'achemine au niveau d'avant crise entre 2009 et 2014.

\*prix toutes primes comprises, toutes qualités confondues, ramené à un lait standard (38g de MG, 32g de MP).

Contact : Quentin MATHIEU (APCA)

## Commerce extérieur : peu d'améliorations notoires sur les échanges de produits laitiers

Pour les produits laitiers français, le débouché européen apparaît de moins en moins porteur. A l'exception du lait, de la crème et du beurre, le solde commercial français en rythme annuel se contracte partout plus ou moins fortement. En revanche, les flux commerciaux avec les pays tiers restent soutenus, notamment en yaourts, en poudres de lait et en fromages. Seul le lactosérum enregistre un tassement sur une année. Faut-il y voir le signe que le marché européen est structurellement saturé, ou bien s'agit-il d'une phase de la conjoncture peu favorable ? Quoi qu'il en soit, les pays tiers prennent le relais et c'est une bonne nouvelle pour les exportateurs français. Après un tassement des importations mondiales en 2015 et début 2016, la reprise est donc là, en particulier en beurre, produit pour lequel la demande mondiale explose (Mexique, Australie, Etats-Unis), pour les fromages (Japon, Etats-Unis, Corée du Sud), et les poudres (Chine, Malaisie, Algérie). La bonne orientation de la demande mondiale de pro-



duits laitiers va sans doute attiser la concurrence. Les producteurs français doivent s'y préparer.

Contact : Thierry POUCH (APCA)

## ANNEXE - Tableau régional

	VOLUMES		PRIX			CHEPTEL	
	Rappel des livraisons 2015/2016 (hl)	Part dans le total France (%)	Prix moyen de la campagne (moyenne avril 2016 à décembre 2016 non pondérée) (€/1000l)	Prix du lait en décembre 2016 (€/1000l)	Evo. du prix du lait décembre 2016 / décembre 2015 (%)	Nombre de femelles de races laitières > 2 ans au 1er janvier 2017 (milliers)	Evolution n / n-1 (%)
Auvergne-Rhône-Alpes	8 902 780	10,5	321,4	334,2	0,8	499	-0,8%
Bourgogne-Franche-Comté	5 641 800	6,6	395,1	407,0	2,6	272	1,0%
Bretagne	18 667 980	21,9	279,0	298,4	1,7	776	0,6%
Centre-Val De Loire	1 561 970	1,9	295,2	312,7	-1,4	63	-1,6%
Corse	0					0,1	23,7%
Grand-Est	8 001 520	9,5	293,2	297,8	-2,9	342	-0,7%
Hauts-de-France	7 972 590	9,5	278,6	286,8	-2,6	319	-2,4%
Ile-de-France	140 390	0,2	322,2	327,1	2,8	6	-1,8%
Normandie	12 940 220	15,2	286,4	303,8	3,6	606	0,0%
Nouvelle-Aquitaine	4 465 380	5,2	276,3	293,7	1,4	201	-4,2%
Occitanie	2 871 700	3,4	280,0	296,3	-1,4	146	-3,8%
Pays-de-la-Loire	13 358 440	16,0	286,1	304,5	1,7	547	0,6%
Provence-Alpes-Côte d'Azur	77 150	0,1	278,5	299,2		8	-0,3%
D.O.M.	0						
<b>FRANCE</b>	<b>183 662 446</b>	<b>100</b>	<b>293</b>	<b>313,5</b>	<b>2,2</b>	<b>3 785</b>	<b>-0,5%</b>

Sources : pour les volumes : DRAAF d'après l'enquête mensuelle laitière ; pour le cheptel : BDNI, alimentée par les EdE - traitement Institut de l'Elevage ; pour les prix : sondage mensuel FranceAgriMer [Prix toutes primes comprises, toutes qualités confondues, ramené à un lait standard (38g de MG, 32g de MP)]. NB: Les livraisons correspondent aux quantités livrées par les producteurs de la région, quelle que soit la localisation géographique de l'établissement de collecte. \*\* y compris Limousin pour les prix.

### Livraisons régionales

Les statistiques régionales et par bassin de l'Enquête Mensuelle Laitière sont désormais disponibles au format Excel sur le site de FranceAgriMer <http://www.franceagrimer.fr>, rubrique VisioNet, Séries chronologiques > productions animales > lait et produits laitiers > enquête mensuelle laitière > lait de vache



Ce travail est le résultat du chantier mutualisé "Lait" regroupant différents membres du réseau des Chambres d'Agriculture : Bruno Boschiero (CA Meuse), Maud Marguet (CA Bretagne), Quentin Mathieu, Thierry Pouch et Chantal Rovelli (APCA)

